

Les cours de soutien débutent déjà...

Page 3

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

Quatorzième année - N° 4573 - Dimanche 9 septembre 2018 - Prix : 10 DA

Police des frontières
**Une tentative
de contrebande de
130 000 euros déjouée**

Page 24

Création de l'emploi

Zemali appelle les diplômés universitaires à investir le monde de l'entrepreneuriat

Page 4

Bientôt une bleuite à la Maison- Blanche ?

Par Mohamed Habili

Le but véritable de l'auteur anonyme de la tribune se donnant pour un membre important de l'administration américaine actuelle, tribune publiée par le New York Times, n'est évidemment pas de faire savoir qu'il existe une résistance interne à la politique de Donald Trump, mais de créer un climat de suspicion généralisé tel que cet exécutif en vient à se déchirer. Et donc à aller de dysfonctionnement en dysfonctionnement, le premier d'entre eux d'ailleurs étant l'existence même de cette tribune. Toutefois le coup serait réussi si et seulement si Donald Trump se mettait à se débarrasser de tous ceux dont il pense qu'ils font partie du noyau formé de ses collaborateurs directs qui se sont ligüés contre lui. Ceux de ces collaborateurs qui ont déjà exprimé leur indignation par rapport à la méthode employée passent dans le camp anti-Trump pour des gens animés du seul souci d'échapper au soupçon, désormais seul moyen pour eux de garder leur job. Ce motif est prêt même à Melania Trump, qui en l'occurrence n'a pas tardé à apporter son soutien à son époux. Donald Trump a tout de suite suggéré à son ministre de la Justice, Jeff Sessions, avec lequel il convient de dire qu'il ne s'entend guère, d'initier une enquête à l'effet de connaître l'auteur de la tribune. A ses yeux, et à ceux de ses proches, l'acte en question constitue une atteinte à la sécurité nationale.

Suite en page 3

Benghebrit opte pour des «mesures pédagogiques et structurelles»

Rattrapages et double vacation face à la surcharge des classes

- Béjaïa/Les fausses notes de la rentrée scolaire
- Afin de contribuer aux «traditions de solidarité dans la société»/ Distribution par le FCE de cartables au profit des enfants nécessiteux



Elargissement des examens de rattrapage, classes en préfabriqué, système de la double vacation... sont les mesures prises par le secteur de l'Education nationale pour faire face au problème épineux de la surcharge des classes que subissent les élèves depuis longtemps déjà.

Lire pages 2 et 3

Transformer le FCE en syndicat

Haddad : un dossier qui «ne rencontre aucun obstacle»

Page 5

Pièce théâtrale «Caledonia»

Des «tableaux vivants» de la souffrance des exilés algériens

Page 13

Benghebrit opte pour des «mesures pédagogiques et structurelles»

Rattrapages et double vacation face à la surcharge des classes

■ *Elargissement des examens de rattrapage, classes en préfabriqué, système de la double vacation... sont les mesures prises par le secteur de l'Education nationale pour faire face au problème épineux de la surcharge des classes que subissent les élèves depuis longtemps déjà.*

Par Louiza Ait Ramdane

En effet, une série de mesures pédagogiques et structurelles a été préconisée pour faire face au problème de la surcharge des classes dans les établissements scolaires. Selon la ministre de l'Education nationale, Nouria Benghebrit, le taux de redoublement ou d'échec scolaire constitue un problème pour le secteur, car il est, indique-t-elle, une des causes de la surcharge des classes, avec d'autres facteurs liés au retard accusé dans la réalisation de projets après leur dégel.

Parmi ces mesures pédagogiques et structurelles, la ministre a cité l'élargissement des examens de rattrapage aux élèves ayant obtenu, pour le cycle primaire, des moyennes entre 4 et 4,99 sur 10 et à ceux ayant obtenu, pour le cycle moyen, des moyennes entre 9 et 9,99 sur 20. Partant du principe que l'élève qui a obtenu une moyenne légèrement en dessous de 5 sur 10 ou de 10 sur 20 mérite une deuxième chance, il a été décidé d'élargir les examens de rattrapage à toutes les classes, à l'exception de celles des examens nationaux (5°



P.H.D.R.

cette situation «exceptionnelle et temporaire», selon la ministre, il a été procédé à l'installation de 2 à 4 classes préfabriquées dans des établissements scolaires ou au niveau d'espaces vacants contigus, soulignant toutefois que cette solution ne règlera pas le problème de la surcharge des classes de manière définitive. Citant d'autres solutions, elle a fait état de l'adoption du système de la double vacation, notamment pour le cycle primaire, outre les classes mobiles au cycle moyen.

En outre, les directeurs de l'Education ont été instruits, dans le cadre de la formation, d'accorder une attention particulière aux élèves des 1^{er} et 2^{es} années primaire et ceux des classes d'examen de fin de cycle pour «ne pas être affectés par le problème de la surcharge des classes». «La surcharge des classes exige de l'enseignant un effort supplémentaire, particulièrement en matière pédagogique, d'où la nécessité d'un accompagnement et d'une formation continue», a expliqué Nouria Benghebrit.

Evouant l'aspect moral, la ministre a mis l'accent sur l'importance de l'accompagnement dans ce sens car, a-t-elle dit, «la

relation de l'élève au savoir est tributaire de sa relation à l'enseignant, en ce sens où l'élève a besoin d'être encouragé pour avoir confiance en lui».

Par ailleurs, la ministre a indiqué que l'objectif principal pour cette année scolaire est la concrétisation des trois leviers auxquels ont abouti les deux Conférences nationales, organisées en juillet 2014 et juillet 2015, sur l'évaluation et la mise en œuvre des réformes de l'école, initiées par le président de la République, Abdelaziz Bouteflika, en 2003.

Il s'agit, a-t-elle dit, de la refonte pédagogique, de la gouvernance et de la consolidation de la place et de l'importance de la formation.

L'école de qualité requiert le professionnalisme en matière de pratiques d'enseignement et de gestion, notamment pour les enseignants qui suivent des perfectionnements de niveau à travers la formation continue, a estimé Benghebrit, soulignant que «la professionnalisation par la formation passe par un système national de standardisation des normes, formalisé dans le référentiel national des apprentissages, de l'évaluation et la formation».

L. A. R.

Béjaïa

Les fausses notes de la rentrée scolaire

La rentrée scolaire a été entachée de plusieurs couacs. Il est vrai qu'elle a eu lieu dans de bonnes conditions dans la majorité des établissements de la wilaya de Béjaïa, mais avec aussi beaucoup de fausses notes. De nombreux établissements ont tout simplement raté leur rentrée et des centaines, voire de milliers d'élèves, n'ont pas encore rejoint les bancs de l'école surtout dans le cycle primaire. A Barbacha, les parents des élèves de l'école primaire d'Ighil Larbaâ n'ont pas hésité à exprimer leur mécontentement sur la situation de l'établissement. Ils se sont présentés devant l'école avec leurs enfants mais tout en les retenant devant le portail pour exprimer leur colère. Ils protestent, pour la deuxième année consécutive, contre les

mauvaises conditions dans lesquelles se débat l'établissement et surtout la dégradation des infrastructures, à commencer par les salles, la cour, les toilettes, entre autres. Pour les mécontents, «l'état des lieux au niveau de cette école ne permet pas d'accueillir les élèves dans de bonnes conditions». Les classes se sont dégradées à cause de l'infiltration des eaux pluviales, une situation qui ne peut plus durer, selon eux. Ils ont interpellé les responsables de la direction de l'éducation afin de venir sur place et faire un constat sur la situation déplorable de cette école. De leur côté, les autorités municipales affirment que «les problèmes soulevés sont pris en charge, qu'une entreprise en charge des travaux de réfection

est sur place et que ce sont les parents d'élèves qui empêchent la poursuite des travaux». Une opération d'embellissement et de nettoyage a été organisée par les habitants autour de l'école. Une rencontre devait avoir lieu entre les responsables et les parents d'élèves afin de trouver une solution et permettre la rentrée scolaire.

A Béjaïa, les parents d'élèves de l'école Frères Soummari ont, eux aussi, gardé leurs enfants à la maison pour exprimer leur colère contre le retard accusé dans les travaux de réfection des classes et la dégradation en général de l'établissement. Pour eux, les enfants courent un très grand risque à cause des travaux qui ont trop traîné. A Toudja, les parents d'élèves de l'école

Zoubir-Ali de Bouhatem ont également crié leur colère face aux carences dont souffre l'établissement. Ils ont protesté contre la dégradation des infrastructures de l'établissement, générée par les infiltrations des eaux pluviales dans les salles, dégradation des logements de fonction des enseignants, fuite des eaux usées, notamment. Le maire avait saisi, dit-on, les autorités concernées sur ce sujet afin de prendre les mesures nécessaires et réaliser des travaux de réfection. Une fiche technique de 800 millions de centimes a été élaborée et transmise à qui de droit, mais le dossier est toujours en instance. En outre, l'Association des parents d'élèves de l'école primaire Hassani-El-Hachemi d'Aokas est montée elle aussi au

créneau, soulevant, pour la deuxième année consécutive, le problème du logement de fonction occupé par un ancien directeur alors que l'actuel chef d'établissement est privé de son droit. L'ancien directeur devait occuper provisoirement le logement mais cela dure depuis plus de trois années, déplorent les mécontents qui interpellent les autorités de wilaya afin d'intervenir pour déloger le concerné. Au lycée d'Ighil-Ouazoug, des enseignants n'ont pas pu reprendre le service. Ils n'ont pas signé le procès-verbal de reprise parce que le directeur de l'établissement a refusé qu'ils le fassent. Ces derniers seraient partis en vacances sans signer les PV de sortie en fin d'année scolaire. A Barbacha, les enseignants du lycée Mohand-Ameziane-Benyahia ont marqué leur retour par un débrayage. Une action de protestation pour contester le retour d'un ancien directeur. Le collectif des enseignants parle d'un problème de relation et de communication avec ce chef d'établissement et réclament à la direction de l'éducation d'affecter un autre directeur afin de retrouver le calme et la stabilité dans ce lycée.

Hamid M.

Hocine Cherfa

Tizi Ouzou

Près de 124 millions de dinars pour la solidarité scolaire

Près de 124 millions de dinars ont été consacrés à Tizi Ouzou pour l'opération de solidarité avec les enfants issus des familles démunies, à l'occasion de la rentrée scolaire 2018/2019, a indiqué hier un communiqué de la Direction locale de l'action

sociale (DAS). L'opération a touché 90 894 élèves, dont 54 524 dans le palier primaire, 20 803 collégiens et 15 567 lycéens, selon les précisions fournies par la même source. Cette enveloppe financière a permis de distribuer 62 857 trousseaux scolaires dont

55 destinés aux enfants souffrant de handicap visuel. La direction locale des affaires religieuses a également contribué dans cet élan de solidarité envers les personnes nécessiteuses en distribuant des trousseaux scolaires au profit de 1 321 orphelins. En plus

de l'octroi de trousseaux scolaires les élèves dont les parents sont démunis ont également bénéficié de la prime de scolarité de l'ordre de 3 000 DA. Cette prime concerne quelque 102 850 élèves et son versement est toujours en cours.

Une exception passée à un business florissant

Les cours de soutien débutent déjà...

■ A peine l'année scolaire entamée, les parents se demandent déjà qui donnera à leurs enfants les cours particuliers. En effet, face à la chute du niveau de l'enseignement en Algérie ces dernières années, créée par les enseignants eux-mêmes, ce phénomène est passé de l'exception à la règle.

Par Thinhinene Khouchi

Dans les bus, sur les murs... on ne retrouve que cela, des affiches où des enseignants proposent de donner des cours particuliers à des élèves de primaire, CEM, lycée. En effet, deux jours seulement après le lancement de l'année scolaire 2018-2019, les parents se demandent déjà chez qui leur enfant fera ses cours particuliers. Devant les établissements scolaires, certains parents s'échangent alors les adresses des meilleurs enseignants dans telle ou telle matière afin de réserver au plus vite une place pour leur enfant. Malheureusement, ce qui était une exception il y a dix ans et une nécessité afin de corriger et de combler les lacunes de certains élèves, est devenu aujourd'hui une tendance et une règle. En effet, face à la chute du niveau de l'enseignement en Algérie ces dernières années, ce phénomène a pris une ampleur extraordinaire. Depuis, il est entré dans les mœurs et les parents d'élèves, peu importe leur appartenance sociale, y ont recours comme s'il s'agissait de la seule et unique planche de salut pour leurs enfants en proie à la médiocrité scolaire. Ainsi, avec de plus en plus de parents désireux de payer en faveur de ce qu'ils considèrent comme la clé de la réussite future de leurs enfants et avec des professeurs qui cherchent à trouver un moyen d'arrondir leurs fins de mois, le phénomène des cours particuliers en Algérie a très vite dégénéré. Pour de nombreux observateurs, les professeurs particuliers comblent les insuffisances du système éducatif national. Mais pour d'autres, il s'agit là d'une forme de racket que des enseignants en quête de gain exercent sur leurs



P.M.D. R.

Ennahar

élèves. En réalité, force est de constater que les enseignants trouvent largement leur bénéfice dans cette tendance aux cours particuliers. Dans les classes, des enseignants n'hésitent pas à inciter leurs élèves à s'inscrire à aux cours supplémentaires qu'ils dispensent à domicile. Ils font miroiter aux parents un enseignement individuel que l'enfant ne peut plus obtenir à l'école. Convaincus qu'il offrira à leur progéniture une meilleure chance de réussite, ces parents mettent souvent le paquet, offrant ainsi aux professeurs l'opportunité d'ajouter un supplément considérable à leurs revenus. A se sujet, la ministre de l'Education nationale, Nouria Benghebrat, avait indiqué qu'«il

s'agit d'un véritable problème social qui mérite une meilleure sensibilisation notamment des parents». Elle explique que cette pratique constitue de nos jours un commerce juteux, bien exploité par des affairistes de tous bords, et ce, en contradiction flagrante avec les principes sacrés de la démocratisation de l'enseignement en Algérie. Ces cours se déroulent souvent dans des appartements, des caves, des garages ou sur des terrasses d'immeubles et autres réduits, avec le consentement des parents, lesquels sont gagnés par une angosse entretenue par un système de notes, de classement, d'examens ou encore de menaces de redoublement ou d'exclusion. Cette

situation a encouragé des enseignants à augmenter les tarifs de leurs prestations. Ce qui est aussi scandaleux, immoral et inacceptable, c'est le fait que certains enseignants font carrément du chantage à leurs élèves qui refusent de se soumettre à leur diktat, et ce, en sabotant leurs notes. A ce problème, le ministre a indiqué lors d'une conférence de presse tenue après la cérémonie de clôture de la rencontre nationale sur la rentrée scolaire 2018-2019 au siège du ministère, que «les cours de soutien pour les élèves du primaire, particulièrement les deux premières années, est un danger pour les élèves et il faut s'y opposer».

T. K.

Afin de contribuer aux «traditions de solidarité dans la société»

Distribution par le FCE de cartables au profit des enfants nécessiteux

L'opération de distribution de cartables au profit des enfants nécessiteux, organisée hier par le Forum des chefs d'entreprises (FCE), répond à la volonté de l'organisation patronale de participer à «consolider les traditions de solidarité déjà fortement présentes dans notre société», a affirmé son président, Ali Haddad. «Au-delà du caractère moral et socialement utile de ces actions, c'est à l'ancrage de pratiques d'entreprises socialement responsables au sens moderne et plein du terme que nous nous attachons», a-t-il expliqué lors d'une cérémonie organisée à l'occasion, soulignant les conditions matérielles et de sécurité «exemplaires» dans lesquelles s'est déroulée la rentrée scolaire. Le président du FCE a annoncé, à

l'occasion, la réalisation prochaine d'une école d'excellence en commerce et management de dimension internationale ainsi qu'une école de formation pour enfants autistes qui seront érigées à Sidi Abdallah et dont les études sont en cours de finalisation. Ali Haddad a annoncé également la création «imminente» d'un incubateur pour le développement de start-up ainsi qu'un cercle d'animation et de débats, le «Cercle Bakhti-Belaïb». Il a expliqué, à ce titre, que les actions de son organisation s'inscrivent dans la continuité des projets entamés et qui sont en cours de concrétisation, soulignant que la 4^e session de l'université du FCE se tiendra dans quelques semaines. La recherche du partenariat, a-t-il poursuivi, est l'une

des actions dans laquelle le FCE s'est le plus «investi». Il en veut pour preuve, les tournées et forums d'affaires organisés en Afrique et dans de nombreux pays en Asie, en Europe et en Amérique pour promouvoir la «destination Algérie» pour l'investissement. Il a estimé, à ce titre, que pour construire et consolider l'attractivité de l'Algérie «il faut une présence permanente sur la scène économique internationale» et ne pas se contenter d'une «apparition furtive». Evoquant sa volonté de transformer le FCE en organisation d'employeurs, Ali Haddad a soutenu que cette nouvelle organisation vise à renforcer «l'efficacité de son intervention et de sa coopération avec les pouvoirs publics, les partenaires sociaux et

les organisations internationales». Il a indiqué, à cet égard, qu'une demande officielle accompagnée de toutes les pièces justificatives a été déposée au ministère du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale en date du 14 juin 2018. Il a également démenti, à l'occasion, les informations faisant état de la dissolution du FCE. Le président du FCE a réitéré l'appel du Forum au président de la République, Abdelaziz Bouteflika, pour se porter candidat à la prochaine élection présidentielle. «Notre appel résulte de notre conviction inébranlable en un avenir prospère pour notre pays sous la conduite de son excellence Monsieur le président de la République Abdelaziz Bouteflika», a-t-il souligné.

Kheilil Y.

LA QUESTION DU JOUR

Bientôt une bleuite à la Maison-Blanche ?

Suite de la page une

Probablement pour la première fois dans l'histoire des Etats-Unis, une déclaration publique révèle l'existence d'une cellule incrustée au cœur du pouvoir exécutif, et qui s'est donné pour tâche de faire échec à l'action d'un président légitime. Trump a déjà exigé du *New York Times* de lui révéler l'identité de l'auteur de la tribune, ce qu'évidemment le journal ne fera pas, à moins d'y être contraint par une décision de justice. Il nous est déjà arrivé de qualifier ici de guerre civile à blanc la situation politique qui règne depuis maintenant près de deux ans aux Etats-Unis. Ce n'est pas ce qui vient d'arriver qui soit de nature à nous démentir. Jusqu'à présent, tout s'est passé comme si l'administration Trump croyait à l'existence de cette taupe. Autrement dit, comme si elle croyait que quelqu'un faisant partie d'elle a effectivement écrit ce qui a été publié dans le *New York Times*. En tout cas, la possibilité que cette personne n'existe pas n'a encore été soulevée par personne. Ce qui bien sûr ne veut pas dire que personne n'y a pensé. Si les Américains ont entendu parler de la bleuite, cet épisode de la guerre d'indépendance de l'Algérie au cours duquel des combattants algériens se sont mis à liquider d'autres combattants algériens sur un soupçon inspiré et entretenu par les Français, il doit s'en trouver parmi eux qui y pensent en ce moment. Rien pour l'heure ne permet en tout cas d'exclure que la tribune en question soit une invention du journal qui l'a publiée. Une invention qui ne serait nullement en contradiction avec la ligne anti-Trump radicale poursuivie, avec d'autres médias, par ce journal. Est-ce d'ailleurs un hasard si cette tribune paraît en même temps que se déroule le battage médiatique autour du brûlot de Bob Woodward consacré à Trump et à son administration ? Il y a tout lieu de penser que non. Cela fait déjà près de deux ans que la campagne anti-Trump bat son plein, la finalité étant d'obtenir soit son départ précipité, soit à tout le moins sa non-réélection en 2020. Pour cela, tous les coups sont permis. Comme de plus une échéance électorale intermédiaire est prévue pour dans quelques semaines dont les résultats constitueront une bonne indication de la suite des événements, on comprend que les adversaires de Trump redoublent maintenant de férocité à son égard. On peut toutefois se demander s'il ne s'agit pas surtout chez eux de se rassurer dans cette perspective. Les démocrates ont évité jusque-là de mener campagne sur le thème de la destitution de Trump, sachant combien l'opinion américaine est hostile à cette procédure. Or voilà qu'ils font pire en donnant à penser aux Américains que le président élu est d'ores et déjà dessaisi du mandat qu'ils lui ont eux-mêmes donné.

M. H.

Création de l'emploi

Zemali appelle les diplômés universitaires à investir le monde de l'entrepreneuriat

■ La déclaration de M. Zemali intervient à l'issue de sa visite, en compagnie du ministre de la Santé à la Clinique médico-diagnostic du Val à Alger (ex-clinique d'El Biar), qui a été créée par un groupe de jeunes diplômés universitaires dans le cadre du soutien apporté à cette catégorie par l'Agence nationale de soutien à l'emploi de jeunes (Ansej).

Par Ilham N.

Le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, Mourad Zemali, a appelé, hier à Alger, les jeunes diplômés à «investir le monde de l'entrepreneuriat» pour



PH/D.R.

contribuer à la réalisation du développement économique et à la création de l'emploi. La déclaration de M. Zemali intervient à l'issue de sa visite, en compagnie du ministre de la Santé, de la Population et de la Réforme hos-

pitalière, Mokhtar Hasbellaoui, à la Clinique médico-diagnostic du Val à Alger (ex-clinique d'El Biar), qui a été créée par un groupe de jeunes diplômés universitaires dans le cadre du soutien apporté à cette catégorie par l'Agence

nationale de soutien à l'emploi de jeunes (Ansej). Le ministre a salué, en outre, le succès de cette clinique de 25 lits, qui a débuté avec 3 personnes et qui emploie aujourd'hui plus de 70 personnes dans les différentes spécialités de médecine. Félicitant les jeunes initiateurs de ce projet pour leur volonté et leur ambition, M. Zemali a rendu hommage à «des jeunes Algériens qui se sont libérés de la culture de l'assistanat et de l'attentisme pour mener la bataille de l'entrepreneuriat, en tirant profit des avantages que leur offrent les dispositifs de soutien à la réalisation de leurs projets économiques». Pour sa part, le gestionnaire de la clinique, D' Nabil Abed, a affirmé que «cet établissement de santé contribuera à

l'amélioration de la prise en charge médicale, en prodiguant des soins de haute qualité, notamment en maternité, en chirurgie générale, en hospitalisation, tout en assurant des prestations qui prennent en compte les standards internationaux en vigueur et en veillant à assurer les soins adéquats et l'hygiène». Elle est composée de salles d'accouchement, de prise en charge de nourrissons et de chirurgie générale et dotée d'équipements technologiques et médicaux de pointe, a expliqué le même responsable, relevant que le staff en charge du fonctionnement de cet établissement est constitué de médecins spécialistes, de paramédicaux, de techniciens ainsi que de spécialistes en gestion. I. N./APS

Décès d'une jeune femme d'envenimation scorpionique à Ouargla

La commission ministérielle achève sa mission d'enquête

La commission du ministère de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière (MSPRH), chargée de mener une investigation sur les circonstances du décès d'une jeune femme suite à une piqûre scorpionique, a achevé sa mission d'enquête à Ouargla, a appris l'APS hier auprès des responsables du secteur de la santé. Composée de deux inspecteurs centraux du ministère de tutelle, cette commission présentera un rapport détaillé sur cette affaire au ministre de la Santé, a indiqué le directeur de la santé par intérim, Djamel Mâameri. Arrivée

mercredi dernier à Ouargla, la commission avait rencontré durant sa mission les parties concernées, dont les praticiens de l'Etablissement public hospitalier (EPH-Mohamed-Boudiaf de Ouargla) qui ont été chargés du suivi médical de la victime ainsi que des membres de sa famille, a-t-il ajouté. La commission ministérielle a saisi cette opportunité pour inspecter les différents services de l'EPH-Mohamed-Boudiaf et s'enquérir aussi des conditions de la prise en charge des patients au niveau de cette structure de santé, selon la même source. Aicha Aouissat

(enseignante universitaire) a été victime, fin août dernier, d'envenimation scorpionique à son domicile à Ouargla. Elle a été admise à l'EPH-Mohamed-Boudiaf où elle a été hospitalisée et mise sous contrôle médicale durant plus d'une semaine, avant de rendre l'âme du fait de complications de son état de santé. Un enfant (5 ans) est décédé également vendredi dans le même établissement de santé suite à une piqûre de scorpion. C'est la deuxième victime en moins d'une semaine dans la ville de Ouargla, a-t-on signalé. Yanis G.

Statue de Massinissa à ériger à Alger

Le jury du concours inspecte l'atelier chargé de la réalisation

Dans le cadre du suivi du projet de réalisation d'une statue du roi de la Numidie à ériger dans la capitale, Alger, une délégation composée du président du jury du Concours national pour la réalisation d'une statue Massinissa, du secrétaire général du Haut Commissariat à l'amazighité et du maire d'Alger, s'est rendue hier à l'atelier chargé de sa réalisation, sis au village Taguémont Azouz, dans la commune d'Ath Douala (Tizi Ouzou). L'objet de la visite de cet atelier est de veiller au respect des orientations du jury dudit concours pour que les aspects esthétiques et historiques soient respectés par l'atelier retenu, soit Inguel Décoration Sculpture, pour réaliser cette statue. Hamid M.



Université d'été coranique de Tissemsilt

Exposition sur l'érudit Ahmed El Wancharissi

Une exposition sur l'érudit Ahmed Benyahia El Wancharissi se tient depuis hier à la section du Centre culturel islamique de Tissemsilt, dans le cadre de l'université d'été coranique. Initiée par la section de ce centre, en collaboration avec la direction des affaires religieuses et des wakfs, cette exposition donne un aperçu sur la vie intellectuelle et religieuse de ce savant, l'un des hommes du fikh de l'Algérie et du Maghreb arabe durant le 9^e siècle de l'hégire. Cette manifestation d'une semaine comprend des écrits et des ouvrages de l'érudit El Wancharissi, dont «El Miayar» ainsi qu'une nomenclature de ses ouvrages dont «El Moukhtassar Ahkam», «Les règles de l'imam Malek» et autres écrits ayant trait à l'apport de ce savant. Une partie de l'exposition a été réservée aux penseurs

algériens qui se sont intéressés au savoir de Ahmed Benyahia El Wancharissi, dont D' Yahia Bouaziz, Abou El Kacem Saadallah, Malek Bennabi, El Bachir El Ibrahim et Mouloud Kacem Nait Belkacem. La première édition de l'université d'été coranique se poursuit au centre culturel islamique de Tissemsilt par la tenue d'un atelier d'enseignement du Coran au profit d'enfants, outre le lancement des concours du meilleur récitant et du madih eddini. Cette manifestation, devant prendre fin la nuit de la célébration de l'Achoura, comporte des conférences sur la récitation du livre saint, l'exégèse du Coran, les écoles coraniques de Tissemsilt. Il est prévu également des expositions de livres et de photos sur les écoles et zaouias de la wilaya. Ahmed T.

Transformer le FCE en syndicat

Haddad : un dossier qui «ne rencontre aucun obstacle»

■ Le FCE avait déposé au niveau du ministère du Travail un dossier complet, le 14 juin passé, pour transformer le Forum en syndicat.

Par Hacine G.

Le président du Forum des chefs d'entreprises (FCE), Ali Haddad, a affirmé, hier à Alger, que le dossier déposé juin dernier par le FCE au niveau du ministère du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, dans le but de transformer le Forum en syndicat «n'a pas été rejeté et ne rencontre aucun obstacle». «Le Forum est soucieux d'agir conformément aux lois et règlements de l'Etat algérien», a-t-il indiqué dans une déclaration à la presse, en marge du lancement de la quatrième édition de l'opération de solidarité du Forum «un cartable pour l'avenir», à l'occasion de la nouvelle rentrée scolaire. M. Haddad a fait

savoir, dans ce sens, que le FCE avait déposé au niveau du ministère du Travail un dossier complet, le 14 juin passé, pour transformer le Forum en syndicat. Ce dossier «n'a pas été refusé et ne rencontre aucun obstacle, car ce type d'agrément implique la prise de procédures qui nécessitent du temps», a-t-il dit. M. Haddad a précisé, par ailleurs, que «le Forum a appelé le président de la République, M. Abdelaziz Bouteflika, à se présenter pour un nouveau mandat présidentiel et il va le soutenir dans cette démarche, vu les acquis réalisés par l'Algérie dans tous les domaines sous sa direction». Le responsable du FCE a réitéré «l'adhésion du Forum à l'appel lancé par le président de la République» à l'occasion de la



Ph. > D. R.

journée nationale du Moudjahid (20 août), pour l'édification d'un front populaire solide afin de garantir la stabilité. Il a dit, par la même occasion, avoir «évoqué

cette question avec le secrétaire général du parti du Front de libération nationale (FLN), Djamel Ould Abbas, et devra le rencontrer ainsi qu'un nombre de partis

politiques prochainement», soulignant que le FCE «soutient toute personne aspirant à l'édification de l'Algérie».

H. G./APS

Constantine

Plus de 11 000 hectares consacrés à la production des fourrages

La superficie consacrée à la production des fourrages au titre de la saison agricole 2017-2018 a atteint 11 020 hectares contre 8 920 hectares recensés au cours de la campagne agricole précédente, a-t-on appris hier du directeur des services agricoles (DSA), Yacine Ghediri. La superficie «additive», estimée à de 2 100 hectares, témoigne «des efforts déployés pour réduire les terres en jachère», a précisé à l'APS le même responsable, estimant que la démarche demeure «un facteur primordial» favorisant la hausse des superficies agricoles utiles. Il a, dans ce sens, attesté que la wilaya de

Constantine a enregistré, au titre de la campagne agricole 2017-2018, «un bond qualitatif» en matière de résorption des terres en jachère à travers l'ensemble de ses communes, soulignant l'impact de ce procédé dans le développement de la production agricole. M. Ghediri a détaillé que la production de fourrages a doublé, passant de 309 380 quintaux, au titre de la saison 2016-2017, à 619 975 quintaux dénombrés cette année. Pas moins de 372 240 quintaux, parmi la production totale, représentent les fourrages verts, réalisés sur une surface de 5 551 hectares parmi celle consacrée à

ce type de cultures, tandis que la récolte des fourrages secs qui a bénéficié d'une superficie de 5 470 hectares a atteint 247 735 quintaux, a-t-il précisé. Les conditions climatiques favorables, notamment la bonne pluviométrie enregistrée cette année avec pas moins de 500 mm, le respect de l'itinéraire technique, la disponibilité des engrais et semences en quantités suffisantes ainsi que l'organisation régulière de programmes de formation et de vulgarisation à destination des agriculteurs de cette filière, sont les autres facteurs qui ont contribué à l'évolution de la production des four-

rages, ajoute le DSA. Le rendement moyen par hectare a atteint 58 quintaux, contre 36 quintaux/ha enregistrés au titre de la campagne agricole dernière, a-t-on encore noté, rappelant que cette filière est soutenue par l'Etat dans le cadre des orientations des pouvoirs publics visant le développement et la promotion de la production laitière, ainsi que la réduction des terres en jachère. Il a révélé, dans ce même contexte, que la surface des terres en jachère récupérée au titre de la saison agricole en cours par les agriculteurs de la wilaya de Constantine, a dépassé les 15 000 hectares, faisant

remarquer que cette superficie qui représentait 39% au titre de la campagne agricole 2014-2015, ne dépasse pas la saison en cours les 17%. La commune de Béni H'midene (nord-est de Constantine) vient en première place en matière de production des fourrages avec 131 400 quintaux produits parmi la récolte globale, suivie d'El-Khroub et d'Ouled Rahmoune, situées dans la zone sud-est de Constantine qui ont réalisé respectivement des productions de l'ordre de 110 121 et 64 406 quintaux, selon la même source.

May H.

Prix

Le pétrole fluctue entre les tempêtes et les tensions commerciales

Les cours pétroliers ont fini en ordre dispersé vendredi, les investisseurs penchant comme le reste des marchés financiers pour la prudence dans la crainte d'une escalade des tensions commerciales et à l'approche de

nouvelles tempêtes tropicales aux Etats-Unis. A Londres, le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en octobre a gagné 33 cents pour terminer à 76,83 dollars sur l'Intercontinental Exchange (ICE). Sur le New York

Mercantile Exchange (Nymex), le baril de «light sweet crude» (WTI) pour la même échéance a perdu 2 cents pour clôturer à 67,75 dollars. Sur la semaine le Brent a cédé 1% et le WTI 3%. En l'absence d'événements majeurs

vendredi, les investisseurs en or noir ont surtout suivi la tendance à la prudence qui dominait sur les marchés financiers, Wall Street peinant à avancer tandis qu'étaient prisées les valeurs sûres comme la dette américaine

et le dollar. Par ailleurs, «les tensions entre les Etats-Unis et la Chine et la faiblesse des marchés émergents pèsent sur le moral des investisseurs», a noté Lukman Otunuga, analyste chez FXTM. Donald Trump a une nouvelle fois menacé vendredi de taxer la totalité des importations en provenance de la Chine, qu'il accuse de pratiques commerciales «déloyales». Si ces sanctions devaient freiner la croissance de la deuxième puissance économique mondiale, cela se traduirait par une baisse de la demande chinoise en or noir. Les acteurs du marché continuaient également à digérer le rapport hebdomadaire sur les réserves des Etats-Unis diffusé jeudi par l'Agence américaine d'information sur l'Energie (EIA). Si les stocks de brut ont reculé la semaine dernière davantage que prévu (-4,3 millions de barils), la hausse des réserves d'essence (+1,8 million de barils) et de produits distillés (fioul de chauffage et gazole, +3,1 millions de barils) a surpris les marchés. **Younès B.**

Chine

Nouvel excédent commercial record avec les Etats-Unis

L'excédent commercial de la Chine avec les Etats-Unis s'est envolé en août au niveau record de 31,06 milliards de dollars, dopé par un bond des exportations du géant asiatique, en dépit de la guerre douanière engagée entre Pékin et Washington. Cet excédent a gonflé l'excédent commercial de la Chine de 18,7% par rapport en août 2017, et fortement grimé par rapport au niveau de juillet (28,1 milliards de dollars), selon des chiffres publiés hier par l'administration chinoise des Douanes. Ce sursaut s'explique notamment par une envolée de 13% sur un an des exportations chinoises vers les Etats-Unis, à 44,4 milliards de dollars, alors même que des droits de douane punitifs imposés par Washington sont entrés en vigueur début juillet avant d'être étendus courant août. Dans le même temps, les importations de biens américains sont restées en août quasi-

stables sur un an, à environ 13 milliards de dollars. La publication ne devrait pas être de nature à enrayer les tensions commerciales entre les deux pays, «Je me montre dur avec la Chine car je dois l'être», a justifié Donald Trump vendredi. «Ils prennent 500 milliards de dollars chaque année», a-t-il ajouté, en référence aux importations en provenance de la Chine, qui se sont élevées à plus de 505 milliards en 2017 et qui devraient croître cette année. La Chine, dont la Maison-Blanche dénonce les «pratiques déloyales» et le «vol de propriété intellectuelle», importe presque quatre fois moins de biens américains qu'elle n'exporte vers les Etats-Unis. Afin de faire pression sur Pékin et d'enjoindre à réduire son excédent, Washington a imposé entre juillet et août des taxes douanières de 25% visant des marchandises chinoises dont l'exportation représente 50 milliards de

dollars par an. Et les Etats-Unis s'apprennent désormais à taxer sous peu 200 milliards de marchandises chinoises supplémentaires, Donald Trump n'excluant pas de cibler «rapidement» la totalité des exportations du pays asiatique et ce, au moment où son administration semble vouloir laisser une chance au dialogue dans les conflits commerciaux, non seulement avec le Canada et l'Europe mais encore avec la Chine. Les déclarations de Donald Trump interviennent alors que la période de consultations publiques en vue de taxer 200 milliards de marchandises chinoises supplémentaires à hauteur de 25% s'est achevée jeudi à minuit. Cela «pourrait être appliqué très bientôt, cela dépend de ce qu'il va se passer avec eux», a-t-il ainsi déclaré. «Dans une certaine mesure, cela dépend de la Chine».

R. E.

JM ORAN-2021

Un budget de 1,94 milliard DA pour la réhabilitation de six infrastructures sportives

■ Une enveloppe financière de l'ordre de 1,94 milliard de dinars est réservée pour la réhabilitation de pas moins de six infrastructures sportives à Oran, en prévision des Jeux méditerranéens que va abriter cette ville en 2021, a-t-on appris samedi de la direction locale de la jeunesse et des sports.

Par Ammar F.

Les sites sportifs concernés par cette vaste opération de réhabilitation et rénovation sont respectivement l'Institut national de formation supérieure des cadres de la jeunesse et des sports d'Ain El-Turck, du champ de tir à Bir El Djir, du complexe équestre d'Es-Senia, du palais des sports «Hammou-Boutellil», de la piscine olympique du jardin public à M'dina J'dida et du complexe de

tennis à Hai Essalam, a précisé la même source.

Les infrastructures concernées devraient être livrées en fin 2019 ou au plus tard lors du premier trimestre de l'année 2020, a-t-on indiqué. Outre ces sites, Oran va bénéficier d'un nouveau complexe sportif dont les travaux sont toujours en cours.

Il est composé, entre autres, d'un stade football de 40 000 places, d'un stade d'athlétisme de 6 000 places, d'une salle omnisports de 6 000 places éga-

lement et un complexe nautique composé de quatre bassins. Les travaux de réalisation d'un village méditerranéen d'une capacité d'accueil avoisinant les 5 000 lits se poursuivent aussi dans la commune de Bir El Djir, rappelle-t-on.

L'Algérie accueillera en 2021 les 19^e Jeux méditerranéens pour la deuxième fois de son histoire, après avoir abrité, à Alger, l'édition de 1975, rappelle-t-on.

A. F.



Ph. > D. R.

Oran

Campagne de contrôle de la conformité des constructions

Les autorités de la wilaya d'Oran ont décidé de lancer une large campagne de contrôle de la conformité des constructions, a-t-on appris jeudi auprès des services de la wilaya. Ce dossier a fait l'objet d'une réunion présidée par le wali d'Oran, Mouloud Chérifi, en présence des responsables d'un nombre de communes et de services compétents, où il a instruit les responsables concernés d'effectuer des sorties d'inspection au niveau des axes routiers des cités pour contrôler la conformité des constructions au permis de construction. Dans ce cadre, il a été décidé l'ouverture d'une enquête sur un privé qui a construit un immeuble de cinq étages au sein d'un complexe d'habitat individuel au boulevard «Millénium», a-t-on fait savoir, soulignant que l'inspecteur d'urbanisme de la wilaya a été blâmé à ce sujet. La cellule de communication de la wilaya a indiqué que cette réunion a abordé le problème de détérioration des

routes et de fonçage des puits notamment. Mouloud Chérifi a donné, à cette occasion, des instructions aux responsables locaux pour mener des campagnes de lutte contre certains phénomènes altérant l'environnement et l'urbanisme.

Instructions pour la fermeture des locaux commerciaux causant la prolifération des déchets

Le wali d'Oran, Mouloud Chérifi, a instruit les responsables communaux et de la direction du commerce de fermer les locaux commerciaux causant l'accumulation des déchets, notamment à hai M'dina J'dida connu pour sa grande activité commerciale, a-t-on appris jeudi auprès des services de la wilaya. Le wali a donné ces instructions lors d'une réunion tenue mercredi soir au siège de la wilaya, en pré-

sence des responsables concernés, axée sur la situation de l'environnement dans la wilaya d'Oran. Cette réunion a été marquée par la prise de plusieurs mesures dans le cadre des démarches des autorités de wilaya pour préserver l'environnement et lutter contre les différents points noirs. Parmi ces mesures, effectuer des rondes supplémentaires des camions à bennes en cas de nécessité dans les cités à forte densité démographique, l'apport des bacs supplémentaires de déchets au niveau des cités et quartiers avec la réalisation de deux centres de tri de déchets (CET) pour renforcer le centre de tri de hai M'dina J'dida et intensifier les campagnes de sensibilisation des citoyens pour la préservation de la propreté et la protection de l'environnement. Les services de la wilaya ont souligné que le wali a déploré un dysfonctionnement dans le nettoyage durant la période des vacances, conduisant à la prolifération de points

noirs à travers des cités d'habitation et axes routiers, tout en insistant à remédier à cette situation en intensifiant les actions d'assainissement, d'installation de nouveaux bacs à ordures en prévision de la saison hivernale. Le chef de l'exécutif d'Oran a ordonné aussi la poursuite du curage des avaloirs avec plus de célérité et efficacité par les services communaux et la Société des eaux et d'assainissement d'Oran (Seor). Par ailleurs, M. Chérifi a recommandé de publier les décisions de fermeture de magasins et restaurants défaillants sur proposition du bureau communal d'hygiène d'Oran suite à des visites d'inspection effectuées par les services compétents aux cités de hai Es-Seddikiya et Akid Lotfi. A la demande de l'APC d'Oran, un restaurant à hai Es-Seddikiya a été fermé après que le propriétaire ait refusé aux agents du bureau d'hygiène d'entrer au local pour contrôler, a-t-on signalé.

Salah Y.

Rentrée professionnelle 2018

Spécialités et établissements nouveaux prévus à Ouargla

Le secteur de la formation et de l'enseignement professionnels de la wilaya de Ouargla propose, au titre de la prochaine rentrée professionnelle session septembre 2018, de nouvelles spécialités afin de répondre aux exigences du développement et le marché du travail local, ainsi que la mise en exploitation de nouvelles structures de formation, a-t-on appris des responsables du secteur. Il s'agit, entre autres, des spécialités en céréaliculture, plasticulture, réseaux

de télécommunications, réparation des équipements de télécommunication, chantiers de bâtiment, patrimoine, installation des systèmes d'alarme, et le contrôle à distance, a indiqué à l'APS le directeur de la formation, Ali Houassi. Les infrastructures du secteur seront renforcées dès la prochaine rentrée professionnelle, prévue le 23 du mois courant, par la mise en exploitation de trois centres de formation et d'apprentissage (CFPA) répartis à travers les

communes de Zaoui El Abidia (région du grand Touggourt), Sidi Khouiled et Hassi Benabdallah (région de Ouargla), en plus d'un institut de formation professionnelle (IFP) au chef-lieu de wilaya, a fait savoir le même responsable. Le secteur prévoit une offre au titre de la même session de 8 810 nouveaux postes de formation, dont 2 975 pour la formation résidentielle, apprentissage (2 895) formation qualifiante (2 020 postes) en sus de 920 autres

proposés par les établissements de formation privés agréés, a-t-on signalé. Un effectif global de 15 835 stagiaires, tous types de formation confondus, est attendu cette rentrée à travers les centres et instituts de formation de la wilaya. Le secteur de la formation et de l'enseignement professionnels de la wilaya de Ouargla est composé actuellement de 17 centres de formation, cinq instituts nationaux spécialisés de la formation professionnelle, un institut de formation et de l'ensei-

gnement professionnels spécialisés dans l'ingénierie pédagogique, formation et recyclage des cadres du secteur, en plus de 15 établissements de formation privés agréés et d'un centre régional d'enseignement à distance. Il compte également 14 internats totalisant 1 440 lits et autant de demi-pensionnats servant quelque 2 300 repas/jour. L'encadrement des stagiaires est assuré par 554 encadreurs, tous corps confondus, selon les données du secteur.

O. N.

Mostaganem

Inauguration de plusieurs structures sportives et de jeunesse

Plusieurs structures sportives et de jeunesse ont été inaugurées et mises en service vendredi à Mostaganem, lors de la visite de travail et d'inspection effectuée dans la wilaya par le ministre de la Jeunesse et des Sports, Mohamed Hattab. M. Hattab a procédé, dans le quartier «Salamandre» de la commune de Mostaganem, à l'inauguration d'un nouveau centre de

vacances et de loisirs d'une capacité de 200 lits, dont le coût s'élève à 84 millions de dinars, outre la mise en service de trois stades de football de proximité. Le centre de Salamandre s'ajoute au centre de vacances et de loisirs de Sidi Lakhdar, ouvert cette année, et dix autres structures de jeunesse que compte la wilaya, avec une capacité de 800 lits. Le ministre a également inau-

guré une salle de sport au quartier «Laklou-Abdelkader», dans la commune de Mostaganem, dont le coût global s'élève à 55 millions de dinars et un complexe de proximité dans la commune de Ain Nouissy (16 km à l'ouest de Mostaganem). Outre ce projet qui a coûté 84 millions de dinars, la wilaya a bénéficié de cinq projets pour la réalisation de cinq complexes sportifs de proximité

similaires, d'un montant estimé à 450 millions de dinars, dans les communes de Sidi Ali, Ain Boudinar, Souafia, Stidia et Sour M. Hattab a inspecté, en outre, le stade Mohamed-Ben-Said au Complexe omnisports du commandant Farradj, ayant bénéficié de travaux de réaménagement d'une valeur de 1,15 milliard de dinars, ce qui a nécessité sa fermeture pendant quatre ans. A la

fin de sa visite, le ministre a remis des médailles aux vainqueurs des courses individuelles contre la montre, organisées dans le cadre des compétitions de la troisième journée du Championnat arabe des nations de cyclisme, qui se tient actuellement à Mostaganem avec la participation de 130 cyclistes de 13 pays arabes.

R. R.

Accords commerciaux UE-Maroc

Sidati critique le parti pris d'une eurodéputée

■ Le ministre sahraoui Délégué pour l'Europe, Mohammed Sidati, a indiqué vendredi que les propos tenus par l'eurodéputée Patricia Lalonde, qui conduit au nom du Parlement européen une mission dans les territoires sahraouis occupés, «sortent de la neutralité qui devrait être la sienne en sa qualité de Rapporteur et incitent à approuver l'extension des accords commerciaux UE-Maroc au Sahara occidental».

Par Lyes B.

L'eurodéputée Patricia Lalonde, avec une délégation de la Commission INTA (Commission du commerce international du Parlement européen), a visité récemment Dakhla et El Aâyou, deux villes du Sahara occidental occupé. «Dans des déclarations publiques, M^{me} Lalonde aurait encouragé l'extension des accords commerciaux UE-Maroc au territoire sahraoui illégalement occupé par le royaume marocain», parlant d'un prétendu «incontestable développement socio-économique dans la région» et de projets «qui créent de l'emploi pour les jeunes locaux», a souligné M. Sidati. Réagissant au parti pris de la française Patricia Lalonde dans

Patricia Lalonde, eurodéputée



ses propos, M. Sidati a souligné dans une déclaration que cette eurodéputée «aurait soigneusement évité de se référer au consentement demandé du

peuple sahraoui, condition pourtant préalable à toute possibilité d'accord touchant le Sahara occidental, territoire que la Cour de Justice de l'UE considère

expressément comme séparé et distinct du territoire du Maroc». Le diplomate sahraoui a souligné que les propos de M^{me} Lalonde, reproduits par la presse marocai-

ne, «s'inscrivent, en outre, dans la même logique que ceux tenus par le Commissaire Pierre Moscovici devant le Parlement européen à la veille de la visite de la délégation INTA», qui «incitent à approuver l'extension des accords UE-Maroc au Sahara occidental, en violation totale des arrêts émis par la Cour de Justice de l'Union européenne». «Les propos de Madame Lalonde du genre "il n'est pas possible de mettre un frein à un développement économique dans une région qui en a besoin", préjugent de la tonalité du rapport à venir et sortent de la neutralité qui devrait être la sienne en sa qualité de Rapporteur», a soutenu M. Sidati. Pour rappel, la Commission européenne a été invitée à respecter les décisions de la CJUE qui avait exigé dans le paragraphe 106 de l'arrêt du 21 décembre 2016, le consentement du peuple du Sahara occidental, le considérant comme «souverain». Les arrêts de la CJUE de décembre 2016 et du 18 février 2018 avaient stipulé clairement que «toute convention conclue avec le Royaume du Maroc concernant les territoires sahraouis et leurs eaux est une convention nulle et sera annulée».

L. B.

Territoires sahraouis occupés - La Conasadh condamne la répression et la torture commises contre les citoyens

La commission nationale sahraouie des droits de l'Homme (Conasadh) a condamné toutes les formes de répression et de torture commises par les forces d'occupation marocaines contre les citoyens sahraouis dans les territoires occupés du Sahara occidental. «Nous condamnons les formes de répression, de torture physique et verbale commises par les autorités d'occupation marocaines contre les citoyens sahraouis participant aux manifestations pacifiques pour réclamer le droit du peuple sahraoui à l'autodétermination et

à l'indépendance et contre le pillage illégal des ressources naturelles de leur pays», a déclaré la commission dans un communiqué, repris vendredi par l'agence sahraouie SPS. Elle a «fermement» condamné la répression des manifestations pacifiques organisées par les citoyens sahraouis dans les territoires occupés du Sahara occidental. La commission a exprimé sa solidarité avec tous les citoyens sahraouis dans les territoires sahraouis occupés et son soutien à leurs revendications légitimes à l'autodétermination et

à l'indépendance. La Conasadh a en outre appelé tous les organes et les organisations internationales des Nations unies à exercer des pressions sur le gouvernement marocain afin de respecter ses engagements internationaux, notam-

ment dans le domaine des droits de l'Homme, et d'œuvrer pour la création d'un mécanisme onusien indépendant pour surveiller et rapporter la situation des droits de l'Homme au Sahara occidental.

Moncef B.

Migrations

Deux passeurs marocains présumés arrêtés en Espagne

La police espagnole a annoncé vendredi avoir arrêté deux Marocains suspectés de convoier clandestinement des migrants vers l'Espagne en les faisant payer plus de 700 euros pour la traversée par bateau depuis le Maroc. Un bateau en bois de 7 mètres de long, piloté par les deux hommes et transportant 21 migrants, dont un mineur, a été secouru lundi au large de l'Andalousie, dans le sud de l'Espagne, après avoir quitté dimanche la ville d'Al-Hoceïma (nord du Maroc), a précisé la police dans un communi-

qué. Les deux suspects ont été pris en photo par un hélicoptère de la police espagnole alors qu'ils utilisaient à bord un compas de navigation, a déclaré un porte-parole de la police, cité par l'AFP, ajoutant que certains passagers avaient accusé les deux hommes, malgré la menace de mort qui pesait sur eux s'ils les dénonçaient. «Ils emmènent des personnes dans le besoin et leur font payer une fortune, en plus de cela, ils jouent avec leur vie puisqu'ils les transportent dans des conditions inhumaines, à bord d'un bateau à moteur de faible

puissance, sans nourriture et avec, au mieux, un peu d'eau», a-t-il ajouté. Les deux hommes, qui selon la police appartiennent à une «organisation criminelle» spécialisée dans le trafic d'êtres humains au Maroc, ont été maintenus en détention en attendant leur procès après avoir été interrogés par le tribunal. Quinze kilomètres séparant les côtes marocaines de l'Espagne au niveau le plus étroit du détroit de Gibraltar et les mafias locales en profitent pour faire passer clandestinement des migrants.

Ammar T.

Libye

Eni prévoit une baisse de sa production si les troubles persistent

Le groupe italien Eni pourrait voir sa production en Libye diminuer si les tensions se poursuivent, a souligné vendredi sa présidente, Emma Marcegaglia. «La trêve est positive, mais la situation d'urgence demeure», a-t-elle affirmé en marge du Forum The European House - Ambrosetti à Cernobbio (nord), qui réunit des dirigeants politiques et économiques jusqu'à aujourd'hui au bord du lac de Côme. «Pour le moment, nous sommes quasi au même niveau de production qu'avant, un peu en dessous de 270 000 barils par jour», a indiqué M^{me} Marcegaglia. «Nous continuons à produire, en portant toujours une grande attention à la sécurité de tout notre personnel, et pas seulement aux expatriés qui ont été retirés de la zone de Tripoli», a-t-elle noté. «Mais il est clair que si cette situation de tensions devait se poursuivre, vraisemblablement nous aurons une réduction de la

production», a-t-elle reconnu. «D'une part, parce que dans une telle situation difficile, la mise en exploitation de nouvelles découvertes et de nouvelles productions sera retardée», a-t-elle dit. «Et d'autre part, parce qu'il y aura moins de consommation de gaz à l'intérieur du pays. La quasi-totalité de notre gaz est destinée à alimenter les centrales électriques libyennes. Celles-ci sont à moitié fermées et ont besoin de maintenance», a-t-elle ajouté. Donc si la situation se poursuit, «à moyen terme, il pourrait y avoir des problèmes», a noté M^{me} Marcegaglia. Des affrontements entre milices et groupes armés divers ont fait au moins 63 morts et 159 blessés depuis le 27 août près de la capitale libyenne Tripoli, selon le ministère libyen de la Santé. Un accord de cessez-le-feu, signé mardi sous l'égide de l'ONU, est depuis globalement respecté.

K. L.

Affrontements à Tripoli

MSF demande l'évacuation de milliers de migrants

Des milliers de réfugiés et migrants, prisonniers dans des centres de détention à Tripoli, risquent d'être victimes des combats en cours entre milices et doivent être évacués de Libye «de toute urgence», assure vendredi Médecins sans frontières. «Au troisième jour d'un fragile cessez-le-feu à Tripoli (...) plusieurs milliers de réfugiés et migrants sont toujours pris au piège dans les centres de détention de la capitale. MSF demande que les mécanismes de relocalisation, au point mort depuis plusieurs mois, soient activés de toute

urgence afin que ces personnes soient évacuées du pays le plus rapidement possible», écrit l'ONG dans un communiqué. «Plusieurs centres de détention de Tripoli sont situés sur les lignes de front», témoigne Ibrahim Younis, chef de mission MSF en Libye. «La distribution d'eau et de nourriture, habituellement assurée par une poignée d'organisations internationales qui sont aujourd'hui contraintes de suspendre leurs activités en raison de l'insécurité, est devenue très aléatoire et l'aide médicale disponible insuffisante». Dès le début des combats entre

milices rivales, le 26 août, «MSF a perdu l'accès à l'un des centres de détention les plus peuplés où ses équipes de rendaient régulièrement, privant les 700 personnes confinées à l'intérieur de soin et d'assistance», poursuit le communiqué. «Dans les jours suivants, ces restrictions se sont étendues à quatre autres centres». «Des ressources et des mécanismes de relocalisation dans un pays tiers existent et doivent être activés immédiatement», estime Ibrahim Younis. «Il est impératif et vital que cela se mette en route au plus tôt».

R. M.



Irak

Le Parlement réuni après des jours de feu et de sang à Bassora

■ Le Parlement irakien a tenu hier une réunion de crise avec le gouvernement, à la fin d'une semaine meurtrière à Bassora, ville pétrolière où 12 personnes sont mortes dans des manifestations dénonçant l'incurie des politiques face au marasme social.

Par Rosa C.

Grande cité du Sud de l'Irak, Bassora a connu une nouvelle nuit de feu et de sang vendredi, des milliers de manifestants descendant dans les rues comme ils le font quotidiennement depuis mardi. Trois d'entre eux ont été tués et plusieurs institutions ont été incendiées ainsi que le consulat d'Iran, pays voisin et très influent en Irak. Au total depuis mardi, 12 manifestants ont trouvé la mort. Hier, la situation reste tendue et quatre roquettes sont tombées dans l'enceinte de l'aéroport de Bassora, ont indiqué à l'AFP des sources de sécurité. Le consulat des États-Unis, autre puissance très influente, en Irak, se trouve dans ce secteur. Le trafic aérien n'a pas été perturbé. Depuis

début juillet, Bassora est l'épicentre d'un mouvement de protestation contre la corruption, endémique en Irak, le chômage et la déliquescence des services publics dans un pays qui annonce pourtant des recettes pétrolières record – 7,7 milliards de dollars d'exportations en août – et se targue d'avoir terminé la guerre contre les jihadistes du groupe État islamique (EI). La colère est exacerbée cette année par une sécheresse qui a réduit la production agricole à peau de chagrin. Si le mouvement avait semblé s'essouffler durant l'été, il est reparti de plus belle depuis mardi alors qu'une crise sanitaire sans précédent a éclaté à Bassora où plus de 30 000 personnes ont dû être hospitalisées en raison de l'utilisation d'eau polluée. Depuis début juillet, 27 personnes sont mortes dans ces

troubles qui avaient touché au début de l'été d'autres régions du Sud. Amnesty International a dénoncé un «usage excessif de la force par les forces de sécurité». Bagdad pointe du doigt des «vandales» infiltrés. Cette semaine, les troubles ont été limités à la seule province de Bassora, mais ils ont franchi un nouveau cap. Un à un, les manifestants ont brûlé tous les symboles du pouvoir qu'il conspuent. Après le siège du gouvernorat, ils s'en sont pris aux partis et groupes armés, puissants dans ce bastion chiite frontalier de l'Irak. Vendredi soir, ils ont pénétré par centaines dans le consulat iranien, une forteresse hérissée de blocs de béton et de barbelés. L'Irak a dénoncé un complot destiné à «détruire les relations d'amitié». Les deux pays, à majorité chiite, sont très liés économiquement et politiquement. Le Premier ministre irakien, Haider al-Abadi, a condamné cette attaque et annoncé avoir «chargé les forces de sécurité d'agir de façon décisive face aux actes de vandalisme». Le commandement militaire a annoncé des «mesures sécuritaires exceptionnelles» et «judiciaires sévères», interdisant «rassemblements» et «déplacements en groupe». «Les forces chargées de protéger les institutions et le consulat font l'objet d'une enquête», selon les autorités. Au lendemain de cette attaque, le Parlement doit se réunir pour entendre M. Abadi et certains de ses ministres. Certains députés envisagent déjà les solutions les plus



PH > D. R.

extrêmes. Intissar Hassan, élue de l'Alliance de la Conquête à Bassora, affirme ainsi à l'AFP : «Si la situation reste telle qu'elle est, nous nous dirigeons vers un gouvernement d'urgence». Cette disposition constitutionnelle irakienne accorde les pleins pouvoirs au Premier ministre. La séance s'annonce houleuse dans une assemblée fortement divisée. Le bloc pro-Irak au Parlement, emmené par Hadi al-Ameri, tête de liste d'anciens combattants antijihadistes très implantés à Bassora, revendique la majorité des députés nécessaire pour former un nouveau gouvernement après les législatives de mai. Mais M. Abadi, allié au populiste Moqtada Sadr qui se veut le héraut de l'indépendance politique face à Washington et Téhéran, aussi. Hier, à l'appel de Moqtada Sadr, M. Abadi se présentera avec plusieurs de ses ministres devant

les députés pour évoquer la situation à Bassora. M. Abadi avait déjà annoncé début juillet le déblocage en urgence de milliards de dollars pour Bassora, mais sur place, les habitants assurent n'avoir rien vu changer. Ils disent réclamer leur part des revenus du pétrole dans une province épargnée par la guerre contre l'EI mais où les infrastructures vétustes ne supportent plus le poids de l'exode rural. Le grand ayatollah Ali Sistani, plus haute autorité religieuse chiite du pays, a dénoncé vendredi dans un sermon prononcé par un représentant «le mauvais comportement des hauts dirigeants».

Il a fait savoir dans ce sermon, que selon les constatations d'un autre de ses envoyés à Bassora, «il aurait été possible, avec un peu d'effort et d'argent (...) de diminuer grandement les effets de la crise de l'eau». R. C.



Points chauds

Postures

Par Fouzia Mahmoudi

Il y a quelques années, boycotter certains chefs d'État aux politiques incompatibles avec les valeurs occidentales était très en vogue. Mais aujourd'hui cette façon de faire a montré ses limites et les anciens détenteurs de la morale se rendent compte que leurs peuples ne dépendent pas aussi bien qu'ils l'espéraient à leurs prises de position. Par ailleurs, les enjeux politiques aux quatre coins du monde requièrent souvent la coopération de ses chefs d'État aux méthodes «douteuses», mais dont l'influence est souvent irremplaçable. Surtout l'arrivée sur la scène internationale de Donald Trump, qui a bâti sa popularité sur son rejet des codes imposés, a fini de déstabiliser les dirigeants européens, tels que Merkel par exemple, qui ont durant plusieurs années mis en quarantaine des chefs d'État jugés incompatibles avec leurs visions de la démocratie. Or, depuis quelque temps, de nombreuses personnalités politiques surfent sur le fonds de commerce de Trump et assurent eux aussi refuser le diktat du politiquement correct. En France, le président des Républicains (LR), Laurent Wauquiez, a ainsi expliqué qu'il parlait «aussi bien à Angela Merkel qu'à Viktor Orban», et a jugé Emmanuel Macron «isolé» sur la scène européenne, notamment sur la question des migrants. «Matteo Salvini, j'ai des différences avec lui, notamment parce que son discours sur l'euro et son discours sur la construction européenne est ambigu», a déclaré Wauquiez, interrogé sur la récente rencontre entre le ministre italien de l'Intérieur et le Premier ministre national-conservateur hongrois, Viktor Orban. Mais «le fait de dire qu'on ne peut pas accueillir autant de migrants et qu'on a dépassé nos capacités d'intégration, c'est le discours d'Angela Merkel, de Lars Lokke Rasmussen, Premier ministre du Danemark, de Viktor Orban. C'est le discours d'une immense majorité de dirigeants européens. Et aujourd'hui celui qui est isolé sur cette question c'est Emmanuel Macron», a poursuivi le patron de LR. «Le sujet des Européennes, ce sera ceux qui veulent une Union européenne qui protège ses frontières contre la vision d'Emmanuel Macron qui consiste à dire on répartit toujours plus de migrants en Europe», a estimé Wauquiez. «Moi je parle aussi bien à Angela Merkel qu'à Viktor Orban. Le souci qui est le mien, c'est d'unir l'Europe, pas de la diviser comme est en train de le faire le président de la République». Chez LR, «j'ai veillé à ce qu'on sorte des postures, qu'on clarifie l'engagement (européen) des Républicains, ce qui doit permettre aussi à chaque figure politique de notre famille de se positionner», a-t-il expliqué, alors que l'ancien Premier ministre, Jean-Pierre Raffarin, a récemment évoqué l'hypothèse d'une liste de droite pro-européenne distincte de celle de LR. Toutefois, si certains cadres de droite prennent leurs distances avec les positions de Wauquiez, la base des électeurs et des sympathisants reste elle en général fermement attachée aux lignes les plus droitières et rejettent les postures politiciennes du politiquement correct. F. M.

Yémen

Échec des discussions de paix

Après un long suspense, les discussions de paix sur la guerre au Yémen sous l'égide de l'ONU ont finalement échoué avant même d'avoir débuté, a constaté hier à Genève l'envoyé spécial des Nations unies, Martin Griffiths, déplorant que les rebelles Houthis ne se soient pas déplacés. «Nous ne sommes pas parvenus à faire venir ici (...) la délégation de Sanaa (des rebelles Houthis). Nous n'avons tout simplement pas réussi», a regretté devant la presse le diplomate de nationalité britannique, se montrant extrêmement prudent sur la suite des événements. «Il est trop tôt de dire quand se tiendront les prochaines consultations», a-t-il dit. Le ministre yéménite des Affaires étrangères, Khaled Al Yamani, a aussitôt fustigé devant les journalistes l'attitude «totalement irresponsable» des Houthis, leur reprochant de «manquer de sérieux sur le chemin vers la paix». Mais le ministre s'est montré aussi sévère envers l'envoyé

spécial de l'ONU, «qui excuse l'absence des rebelles». «Le manque de pression (sur les Houthis) les a encouragés (...) à considérer avec dédain les efforts déployés». «Nous sommes mécontents des propos (...) de M. Griffiths mais nous soutenons totalement ses efforts et nous continuerons de le faire», a poursuivi Khaled Al Yamani.

Près de 10 000 morts

Les discussions de Genève, qui étaient censées débiter jeudi, devaient être les premiers depuis l'échec en 2016 d'un long processus de paix pour tenter de mettre fin au conflit qui a plongé le Yémen dans la pire crise humanitaire au monde.

Mais les Houthis, des rebelles qui contrôlent de vastes portions du territoire yéménite dont Sanaa, sont restés dans la capitale yéménite en déplorant ne pas avoir bénéficié de garanties nécessaires pour pouvoir se rendre à Genève. Ils deman-

daient notamment de pouvoir revenir à Sanaa après les discussions. La capitale yéménite est aux mains des insurgés depuis 2015. La coalition militaire conduite par l'Arabie saoudite qui les combat et qui soutient les forces pro-gouvernementales impose un blocus aérien au Yémen. Les Houthis sont soutenus pour leur part par l'Irak. Le conflit a fait quelque 10 000 morts, selon l'ONU. Les rebelles Houthis exigeaient également pour se rendre à Genève de partir dans un avion omanais et de transférer des blessés vers Mascate (Oman), avait déclaré jeudi à l'AFP un membre de leur délégation, Hamid Assam.

Mais un membre de la délégation du gouvernement yéménite, Hamza Alkamali, a estimé que ces blessés étaient des «combattants».

Signe du fossé séparant les parties adverses, aucun face-à-face direct n'était prévu, sauf surprise, lors de ces consultations.



Pièce théâtrale «Caledonia»

Des «tableaux vivants» de la souffrance des exilés algériens

■ Une période historique importante de l'histoire de la résistance algérienne était revisitée à Guelma lors de la projection de la générale de la pièce théâtrale «Caledonia». C'est la souffrance des exilés algériens en Calédonie qui était présentée durant plus d'une heure devant un public nombreux.

Par Abla Selles

La générale de la pièce théâtrale «Caledonia», présentée à la maison de la culture «Abdelmadjid-Chafai» à Guelma, a reflété «des tableaux vivants» des souffrances des exilés algériens en Calédonie. L'œuvre épique et dramatique, produite par le théâtre régional Mahmoud-Treki de Guelma pour l'exercice actuel, écrite par Djallel Khachab et mise en scène par Karim Boudechiche, a fait voyager l'assistance venue nombreuse, une heure et quinze minutes durant, dans une période historique importante de l'histoire de la résistance algérienne, où des Algériens ont été spoliés de leurs terres et exilés vers la Nouvelle-Calédonie entre 1870 et 1871. L'œuvre dramatique a mis la lumière sur «Abdallah», le personnage principal de la pièce, exilé en Calédonie et qui demeure attaché à sa patrie, à sa terre et à son identité ainsi qu'à son épouse «Meriem» malgré les longues distances qui les séparent. Pour



empêcher l'oubli, Abdallah continuait à écrire ses mémoires, ses souffrances et ses douleurs, en tenant contre lui des feuilles d'olivier et un chapelet, ramenés de sa patrie mère, en signe de résistance. Le public composé des responsables locaux, dont le wali, Fatima-Zohra Rais, le président du Conseil national des arts et

des lettres, Abdelkader Bendaamache, d'artistes et de nombreuses familles, a suivi avec intérêt une histoire émouvante, au fil des scènes, servie par une musique expressive traduisant une tragédie, celle de la souffrance des Algériens sous l'occupation française. Rencontrés par l'APS, en marge du spectacle,

beaucoup de spectateurs ont affirmé que la pièce était «un régal visuel» en plus de «relater une époque historique encore méconnue par beaucoup d'Algériens», soulignant que les 15 artistes qui se sont succédés sur scène ont réussi à «imager l'histoire et à transmettre la peine des exilés». Pour le directeur du

théâtre régional de Guelma, Rachid Djerour, la pièce «Caledonia» est une «grande œuvre d'art» et constitue le premier travail sur les planches qui aborde l'histoire des Algériens exilés. Il a indiqué que la générale de «Caledonia» devait être présentée sur les planches du théâtre régional de Constantine Mohamed-Tahar-Fergani, mais les amateurs du 4^e art et les autorités locales ont préféré que le spectacle soit présenté à Guelma. De son côté, le dramaturge Djallel Khachab a déclaré que l'interactivité entre l'écrivain, le réalisateur et l'ensemble de l'équipe la pièce «Caledonia» a fait de l'œuvre «un spectacle réussi», soulignant que la musique, la scénographie et les touches artistiques ont été bien appropriées et ont bien servi l'œuvre. M. Khachab a également relevé que «l'œuvre a fidèlement rapporté les détails d'une époque cruciale et importante vécue par les Algériens dont les terres ont été spoliées lors de la résistance populaire et exilés en Nouvelle-Calédonie». Le dramaturge a noté que le personnage d'Abdallah dans la pièce était «essentiel et porte de nombreuses indications symboliques», notamment, a-t-il développé, «quand il décide de donner des prénoms de algériennes, "Ounessa" et "Khaled" à ses enfants de son épouse européenne "Rose", quand il persiste à écrire sa vie en exil, quand il fait des feuilles d'olivier et du chapelet ce lien ininterrompu avec sa terre et sa patrie». A.S./APS

Exposition «Fameuse, femme artiste»

La photographe Amel Dekar expose ses œuvres à Alger

Une exposition de photographie d'art, dédiée aux artistes et à la création féminine dans plusieurs disciplines, et explorant différentes techniques de la photo, a été inaugurée jeudi à Alger par l'artiste Amel Dekar.

Intitulée «Fameuse, femme artiste», cette exposition se tient au Palais 17 du Centre des arts du Palais des rais - Bastion 23, et regroupe une trentaine de clichés d'interprètes et musicales algériennes sur les dif-

férentes scènes, en plus de plusieurs artisanes et plasticiennes à l'œuvre. Une première partie de l'exposition de Amel Dekar montre des artistes, comme la chanteuse andalouse Lila Borsali, la diva du diwan Hasna El Becharia et sa fille spirituelle Souad Asla, en plus d'autres musiciennes particulièrement des orchestres andalous qu'elle immortalisées sur les différentes scènes algéroises. Pour sublimer la prestance de ses modèles, la photographe joue

avec les lumières, les mouvements, les ombres et le cadrage pour ne sortir qu'une émotion de chaque photo. L'objectif de Amel Dekar s'est également attardé dans les ateliers d'artistes plasticiennes et d'artisanes avec de petites collections dédiées à la peinture, la sculpture, la poterie, la bijouterie ou encore à la céramique et arts graphiques. Dans cette collection qui réserve cinq clichés par discipline, la photographe omet volontairement de montrer l'artiste à l'œuvre et se

focalise toujours sur le processus de création et de fabrication des œuvres, particulièrement pour la poterie et la céramique.

Elle présente aussi une série de photos qui invite à la découverte de certains métiers, mettant en avant les matières premières utilisées, entre autres, dans la création de bijoux ou dans la céramique. L'exposition «Fameuse, femme artiste» se poursuit jusqu'au 20 septembre au Centre des arts du Bastion 23. F. H.

«Mon pays c'est l'amour»

L'album posthume de Johnny Hallyday bientôt dans les bacs

Le 51^e album studio de Johnny Hallyday, intitulé «Mon pays c'est l'amour», sortira le 19 octobre, a annoncé jeudi la maison de disques de l'artiste disparu le 5 décembre 2017 à 74 ans. Une photo en noir et blanc montrant Johnny, une main sur la hanche,

regardant au loin derrière l'objectif dans une rue déserte, illustre la pochette de l'album, rapporte l'AFP.

Enregistré au cours des derniers mois de la vie de la star française, l'album sera composé de dix titres : «Made in rock n roll»,

«Mon pays, c'est l'amour», «L'Amérique de William», «4m^e», «Back in L.A.», «J'en parlerai au diable», «Pardonne-moi», «Je ne suis qu'un homme», «Tomber encore» et «Un enfant du siècle».

R. I.

Après neuf mois d'enquête

Cranberries - Dolores O'Riordan est morte par noyade accidentelle

La chanteuse du groupe de rock irlandais Cranberries, Dolores O'Riordan, est morte accidentellement par noyade en janvier dans la baignoire de sa chambre d'hôtel après une consommation excessive d'alcool, a établi jeudi un tribunal londonien.

«Rien n'indique qu'il puisse s'agir d'autre chose qu'un accident», a déclaré la médecin légiste («coroner») Shirley Radcliffe, lors d'une audience devant la Westminster Coroner's Court.

Dolores O'Riordan était décédée soudainement à 46 ans le 15 janvier dans un hôtel de Londres, où elle séjournait pour une cour-

te session d'enregistrement d'une reprise de son tube «Zombie» (sur le conflit en Irlande du Nord). La police ne considérait pas son décès comme suspect.

La policière Natalie Smart, présente sur les lieux, a dit à l'audience avoir «vu M^{me} O'Riordan immergée dans la baignoire avec son nez et sa bouche totalement sous l'eau».

Des bouteilles d'alcool vides - cinq mignonnettes et une bouteille de champagne - ont été retrouvées dans la chambre, ainsi que des flacons de médicaments sur ordonnance contenant chacun un certain nombre de comprimés.

La chanteuse avait été diagnostiquée avec un trouble bipolaire mais répondait bien à son traitement, selon l'enquête sur les causes de sa mort. Elle alternait périodes d'abstinence alcoolique et de consommation excessive.

Des analyses toxicologiques ont indiqué la présence de quantités «thérapeutiques» de ces médicaments dans le sang de la chanteuse mais d'un taux d'alcool plus de quatre fois supérieur à la limite légale autorisée au volant au Royaume-Uni (0,8 gramme par litre de sang).

R. C.

AGEND'ART

La galerie Ezzou'Art
Jusqu'au 20 septembre :
 Le jeune origamiste Mohamed Kamel Eddine Maizia expose ses dernières œuvres.
Galerie d'arts Mohamed Racim (7, Avenue Pasteur, Alger-Centre)
Jusqu'au 15 septembre :
 Exposition collective d'arts plastiques «Regard d'éte» avec les artistes Abdelghani Chebouche, Nouredine Chehrane, Amor Driss Lamine Dokman, Madjid Guemroud et Amel Benmohamed.
Salle Atlas
jusqu'au 10 septembre :
 Cinuvers, collectif culturel qui existe depuis novembre 2014 et qui réunit des amateurs de cinéma, organise dans sa première édition l'AFAC's Week.

Espaco Galerie (Oued Terfa, El-Achour, Alger)
jusqu'au 15 septembre :
 Exposition «Corps et mouvement», animée par Ratiba Ait Chafaa, artiste plasticienne autodidacte, avec la participation d'autres artistes.



Ligue 2 Mobilis (5^e journée)

L'ASO tenue en échec, le WAT en tête

LE WA TLEMCCEN a rejoint l'ASO Chlef en tête du classement de la Ligue 2 Mobilis de football, après sa victoire (0-2) chez l'USM El Harrach, pour le compte de la 5^e journée, disputée vendredi et marquée par six résultats nuls, dont cinq (0-0). Les Tlemceniens ont bien vendangé en effet dans les malheurs de l'actuelle lanterne rouge du championnat, qu'ils ont assommé d'entrée de jeu grâce à Belhamri, ayant ouvert le score dès la 5^e minute de jeu, avant qu'un ancien Harrachi, en l'occurrence le vétéran Hadj Bouguèche, ne double la mise à la 87^e.

Une précieuse victoire en déplacement qui propulse les Zianides à la première place du classement général, ex-aequo avec l'ASO Chlef, qui de son côté a été tenue en échec à domicile par une coriace équipe de l'US Biskra (0-0).

Outre la bonne affaire du WAT, le MC Saïda a remporté sa première victoire de la saison, en battant l'USM Annaba (2-1), alors qu'il avait commencé par concéder l'ouverture du score sur son propre terrain.

Ce sont en effet les Annabis qui étaient les premiers à trouver le chemin des filets dans cette rencontre, par Kemoukh (10'), mais les locaux ont réussi à renverser la vapeur en deuxième mi-temps, d'abord par Benouis (47'), puis Abdi (55'), pour l'emporter finalement (2-1).

Dans les cinq autres matchs inscrits au programme de cette 5^e journée, le score est resté de parité jusqu'au coup de sifflet final. Seuls l'ES Mostaganem et le RC Relizane ont fait un peu mieux que les autres, en se neutralisant sur le score de deux buts partout.

Dans les autres rencontres, à savoir : JSM Skikda - ASM Oran, JSM Béjaïa - RC Kouba, USM Blida - Amel Boussaâda et NC Magra - MC El Eulma, le score est en effet resté vierge jusqu'au tomber de rideau.

Le RCR menait hors de ses bases (0-2) grâce à Allag, qui avait transformé un penalty à la

17', puis El Menaouer, qui avait aggravé la marque à la 35'. Mais il s'est fait rejoindre au score par Nouri (90'+5), après que Mansour eut réduit la marque à la 45'+5.

Une moisson maigre en points, mais qui arrange relativement bien les affaires des clubs visiteurs, aussi bien les mal classés comme le RC Kouba que les formations qui figurent actuellement dans le haut du tableau, comme le MC El Eulma, ayant gâché au passage la fête au NC Magra, qui espérait fêter sa première rencontre à domicile par une victoire.

Le NCM a été contraint de démarrer la saison au stade du 8-Mai-1945 de Sétif, en attendant l'homologation de son terrain, qui a fini par arriver lors de cette 5^e journée.

Mais sans grand succès pour le nouveau promu en Ligue 2 Mobilis, qui devra donc attendre encore un peu avant de remporter une première victoire sur son propre terrain.

RÉSULTATS ET CLASSEMENT

JSMS- ASMO	0-0
MCS-USMA n	2-1
JSMB-RCK	0-0
USMB-ABS	0-0
NCM -MCEE	0-0
ESM-RCR	2-2
USMH-WAT	0-2
ASO -USB	0-0

	Pts J
1). WA Tlemcen	11 5
—). ASO Chlef	11 5
3). ES Mostaganem	10 5
4). MC El Eulma	8 5
—). Amel Boussaâda	8 5
—). US Biskra	8 5
7). USM Annaba	7 5
—). RC Relizane	7 5
9). ASM Oran	6 5
—). MC Saïda	6 5
11). JSM Béjaïa	5 5
—). NC Magra	5 5
13). JSM Skikda	4 5
—). USM Blida	4 5
15). RC Kouba	3 5
16). USM El Harrach	1 5

**Championnat d'Afrique des Nations-2018 (U21)
L'EN perd face à la Tunisie**

LA SÉLECTION algérienne de handball des moins de 21 ans (U21) s'est inclinée devant son homologue tunisienne sur le score de (25-46) (mi-temps : 12-23), vendredi, en ouverture du championnat d'Afrique des nations (U21), organisé dans la ville marocaine de Marrakech, du 7 au 14 septembre. Cette compétition se déroulera finalement en formule «championnat» à 7 équipes après la défection de dernière minute de la Zambie, a indiqué jeudi la Fédération algérienne de handball (FAHB). La Zambie, rappelle-t-on, devait figurer dans la poule B aux côtés de l'Égypte, du Maroc et de la Guinée.

MC Alger

Amouta trop cher pour le Doyen

■ L'ancien coach du Widad Casablanca, le Marocain Amouta, n'entraînera pas le doyen des clubs algériens, le Mouloudia d'Alger, puisque les négociations avec ce dernier ont achoppé sur l'aspect financier, avec les fortes exigences du technicien pour prendre en main l'équipe.

Par Mahfoud M.

En effet, le driver marocain a exigé un salaire de 40 000 euros/mois aux responsables du club algérois pour diriger l'équipe, toujours à la recherche d'un entraîneur après le limogeage du Français Bernard Casoni qui avait échoué dans sa mission de faire qualifier le MCA aux quarts de finale de la Ligue des champions d'Afrique et l'emmener le plus loin possible dans cette compétition. Amouta a fait donc monter les enchères, croyant qu'il pourra obtenir ce qu'il voulait, après avoir touché un salaire de 30 000 euros avec le club qatari d'Essad. Les dirigeants du Doyen prospectent d'autres pistes pour dénicher l'entraîneur qu'il faut, avec les contacts menés avec le coach bosniaque, Basdarevish, le Français Bertrand Marchand et le Marocain Badou Zaki qui semble proche d'un départ du MCO. Les responsables du Mouloudia voudraient en finir avec cette question de l'entraîneur, vu qu'ils trouvent des difficultés à dénicher le technicien qu'il faut, sachant que l'ancien adjoint de Casoni et ancien joueur du club, Rafik Saïfi, a refusé de revenir et préféré renouveler son contrat pour



Amouta rejette l'offre du Doyen

une année à Beln Sport où il travaille comme consultant. En outre, le coach de l'équipe des U 21, Belkheir, qui est en charge temporairement de l'équipe première, tente de préparer son groupe pour le prochain match en championnat face à l'O Médéa, misant sur une victoire pour sortir du tunnel surtout

après le nul probant réussi face au CRB lors du dernier derby qui s'était joué au stade du 20-Août d'Alger. Belkheir devrait composer avec un effectif pratiquement au complet ce qui le rassure et le pousse à se donner à fond pour réussir cette confrontation.

M. M.

Handball

Les joueurs du MCO refusent de reprendre

Les handballeurs du MC Oran, club relégué en Nationale 1, refusent de reprendre l'entraînement en vue de la nouvelle saison, jusqu'à la régularisation de leur situation financière, a-t-on

appris vendredi de la direction de cette formation. Les joueurs réclament pas moins de cinq salaires au titre de l'exercice passé pendant lequel le grand club de la capitale de l'Ouest du

pays a vécu une situation très compliquée ayant engendré sa descente en palier inférieur. En effet, les joueurs avaient observé plusieurs grèves, et déclaré également forfait pour l'un des matchs du championnat, ce qui leur a valu de jouer les Play-down en fin de compétition, un tournoi au cours duquel ils n'ont pas réussi à éviter le purgatoire. Le handball est la seule section que gère encore le Club sportif amateur (CSA) du MCO présidé par Tayeb Mahiaoui, après la dissolution de plusieurs autres sections qui faisaient jadis le bonheur du sport oranais et algérien. L'équipe de handball, entraînée par l'ancienne star du jeu à sept national, Mustapha Doubala, se retrouve ainsi à la croisée des chemins, risquant de connaître le même sort que les équipes des autres disciplines du club. Pour éviter justement cette situation, des membres de l'Assemblée générale du CSA réclament la tenue d'une assemblée générale, d'autant que Mahiaoui n'a plus présenté son bilan moral et financier depuis 2016, selon certains d'entre eux.

USM Bel-Abbès

Le président Hasnaoui insiste pour démissionner

L'ASSEMBLÉE générale extraordinaire du conseil d'administration (CA) de l'USM Bel-Abbès a été reportée au moment où son président Okacha Hasnaoui campe toujours sur sa démission, a-t-on appris de ce club de Ligue 1 de football Mobilis. L'AG qui devait avoir lieu jeudi soir a été ajournée à une date ultérieure en raison de l'absence de certains actionnaires, dont Abdelghani El Hennani, pressenti pour succéder à Hasnaoui, précise-t-on de même source. Pour sa part, l'actuel président du CA a réitéré aux membres du CA sa décision de jeter l'éponge, annoncée il y a quelques jours, et qu'il a justifiée par des «raisons de santé», indique-t-on encore. Considéré comme étant le principal bailleur de fonds de l'USMBA, cet homme d'affaires détient la majorité des actions de la société sportive par actions (SPA) de la formation de la «Mekerra», rappelle-t-on. Le départ de Hasnaoui a déjà plongé l'USMBA dans la crise, surtout que ce club croule depuis quelques saisons sous les dettes, une situation ayant poussé le wali de Sidi Bel-Abbès,

en ce début de semaine, à prendre des mesures urgentes lors d'une réunion avec les présidents des APC et chefs de daïra de la wilaya pour venir en aide au club phare de la ville. Le chef de l'exécutif compte également rassembler prochainement des opérateurs économiques activant à Sidi Bel-Abbès pour les inciter à contribuer financièrement dans la vie du club et l'aider ainsi à dénouer la crise. Pour sa part, la direction du club sportif amateur (CSA), propriétaire du sigle et des couleurs, a tiré la sonnette d'alarme après l'échec de la tenue de l'AGEx du CA, indiquant qu'elle comptait organiser une assemblée extraordinaire de cette structure dans les prochains jours pour «prendre les mesures qui s'imposent», s'est engagé le nouveau président du CSA, Abbes Morcelly. L'USMBA, vainqueur de la précédente édition de la Coupe d'Algérie, représentera, en compagnie du NA Hussein Dey (3^e au classement du championnat de l'exercice passé), le pays dans la prochaine édition de la Coupe de la Confédération africaine, rappelle-t-on.

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejourdalgerie.com>

Effondrement d'un mur à Tipasa

Une femme décédée et sa fille blessée

UNE FEMME est décédée et sa fille atteinte de fractures suite à l'effondrement, vendredi soir, d'un mur de clôture d'une maison précaire à Oued Sebti, dans la localité de Gouraya, à l'ouest de Tipasa, a-t-on appris hier auprès de sources médicales. La victime, âgée de 68 ans, a rendu l'âme à l'hôpital de Gouraya des suites de ses blessures graves à la tête, alors que sa fille (23 ans) est toujours sous contrôle dans le même établissement sanitaire, où elle a été admise pour

diverses fractures et traumatismes, est-il signalé. L'incident est survenu suite à l'effondrement d'un mur de clôture, récemment érigé autour d'une maison précaire du bidonville de la cité Merbout à Oued Sebti, à l'est de la ville de Gouraya, causant une blessure mortelle à la victime. Selon une source de la commune de Gouraya, la cité Merbout compte une quarantaine de maisons précaires et constructions anarchiques, érigées entre 2012 et 2013. Samir Y.

In Gezzam

Une cache d'armes et de munitions découverte

UNE CACHE d'armes et de munitions contenant notamment un fusil mitrailleur et un pistolet mitrailleur de type Kalachnikov a été découverte vendredi lors d'une opération menée par un détachement de l'Armée nationale populaire à In Gezzam, indique hier le ministère de la Défense nationale dans un communiqué. «Dans le cadre de la lutte antiterroriste et de la sécurisation des frontières, grâce à l'exploitation de renseignements et lors d'une patrouille menée près de la bande frontalière à In Gezzam, un détachement de l'Armée nationale populaire a découvert, le 7 septembre 2018, une cache d'armes et de munitions contenant un fusil mitrailleur, un pistolet mitrailleur de type Kalachnikov, ainsi que six chargeurs et une importante quantité de munitions s'élevant à 1 023 balles de différents

calibres», précise la même source. «Dans le cadre de la lutte contre la criminalité organisée, un détachement de l'ANP a arrêté, à Bordj Badji Mokhtar, quatre orpailleurs et saisi groupes électrogènes et marteaux piqueurs, tandis que des éléments de la Gendarmerie nationale ont appréhendé, lors de deux opérations distinctes menées à Biskra et Batna, trois individus en possession d'un fusil à pompe et des armes à feu de confection artisanale», relève le communiqué. D'autre part, des gardes-côtes ont déjoué, à Annaba, «des tentatives d'émigration clandestine de 29 personnes à bord d'embarcations de construction artisanale, alors que 14 immigrants clandestins de différentes nationalités ont été interceptés à Naâma, Tlemcen et Béchar», conclut le MDN. Hayet B.

Angola

Dos Santos quitte la présidence du parti au pouvoir

L'EX-PRÉSIDENT de l'Angola, Jose Eduardo dos Santos, a officiellement quitté hier la direction du parti au pouvoir, qu'il dirigeait depuis quatre longues décennies, et l'a confiée à son successeur à la tête du pays, Joao Lourenço. «Aujourd'hui je me lève pour transmettre le témoin au camarade Joao Lourenço», a déclaré M. Dos Santos devant les délégués du Mouvement populaire pour la libération de l'Angola (MPLA), réunis en congrès extraordinaire à Luanda. «Il n'existe aucune activité humaine épargnée par les erreurs, j'assume celles que j'ai faites car on dit que l'on apprend de ses erreurs», a-t-il poursuivi. «Je vous laisse mon héritage pour que vous puissiez continuer à marcher sur des chemins sûrs», a conclu M. Dos Santos. Agé de 76 ans, M. Dos Santos a régné d'une main de fer sur l'Angola de 1979 à 2017. Malade, il ne s'est pas présenté l'an dernier aux élections géné-

rales et a cédé la tête du pays à son ancien ministre de la Défense, Joao Lourenço. Mais il a conservé jusqu'à hier la direction du tout-puissant MPLA, au pouvoir depuis l'indépendance en 1975. Les délégués du MPLA doivent à la mi-journée formellement élire M. Lourenço, 64 ans, à sa succession. La transition entre les deux hommes a été émaillée de tensions inattendues. Le nouveau président a ainsi méthodiquement écarté les proches de M. Dos Santos, dont les membres de sa famille, de la tête des institutions et des entreprises publiques. «Cette année de lutte est derrière nous», a lancé hier l'ancien président à son successeur. Joao Lourenço a promis de lutter contre la corruption et de remettre sur pied l'économie du deuxième producteur de pétrole d'Afrique subsaharienne, qui ne s'est toujours pas remis de la dégringolade des cours de l'or noir en 2014. R. I.

Rentrée scolaire: Lourdeur d'un cartable



Loumis

Djalou@hotmail.com

Police des frontières

Une tentative de contrebande de 130 000 euros déjouée

Les accusant de violation de la législation relative à la réglementation des changes et le mouvement des capitaux vers et depuis l'étranger, les services de police des frontières, basés à l'aéroport international Houari-Boumediene, ont procédé à l'arrestation de deux personnes dans deux opérations distinctes.

Par Tina K.

Dans un communiqué, les services de police des frontières ont indiqué que deux personnes dans deux opérations distinctes ont été arrêtées. «Ces deux personnes ont essayé de quitter le territoire national avec deux fonds estimés à 100 000 euros et 30 000 euros

non déclarés, autrement dit, sans avoir une autorisation de l'administration compétente», précise le communiqué. En effet, lors de la première opération, les forces de police des frontières ont arrêté une personne, la quarantaine, en possession de 100 000 euros cachés à l'intérieur du sac à main. Cette personne se préparait à se diriger vers Malaga

(Espagne). Dans la deuxième opération, la police opérant à l'aéroport international Houari-Boumediene a procédé à l'arrestation d'un migrant africain, âgé de 20 ans, avec un montant estimé à 30 000 euros non déclarés. Cette personne se dirigeait vers la ville de Bamako, indique la même source. T.K.

Bechloul/Bouira

Des dizaines de citoyens protestent contre la pollution

Des dizaines de citoyens de la commune de Bechloul (Est de Bouira) ont observé, hier, un sit-in devant le site de la zone d'activité jouxtant la ville, pour protester contre la pollution de leur environnement causée par le déversement de déchets chimiques sur l'oued Zayane traversant plusieurs localités, a-t-on constaté. Depuis le début de la matinée, des citoyens sont venus par dizaines pour se rassembler devant le portail principal de la zone d'activité de Bechloul, brandissant des banderoles sur lesquelles étaient écrits des slogans dénonçant la pollution générée notamment par les déchets chimiques rejetés par une usine de fabrication

de PVC et de transformation d'aluminium. «Arrêtez de polluer notre environnement» et «Respectez les normes de sécurité environnementale», scandaient les manifestants qui ont saisi l'occasion pour appeler les autorités communales et celles de la wilaya à intervenir afin de mettre un terme aux dépassements commis par cette usine en matière de «non-respect de l'environnement». «Cette usine rejette des déchets chimiques qui se déversent dans l'oued Zayane, considéré comme source d'irrigation pour beaucoup d'agriculteurs de la commune de Bechloul, et les autorités doivent intervenir le plus rapidement possible pour arrêter ce mas-

sacre environnemental», se sont plaints des protestataires. «Nos cultures sont menacées. Nous voulons que le P/APC de Bechloul et le wali interviennent et sanctionnent les responsables de cette unité qui ne respecte pas les normes de sécurité et l'environnement», ont-ils insisté. En réaction à cette action de protestation, le président de l'Assemblée populaire communale (APC) de Bechloul, Ammouche Abdelkader, a explicité à l'APS que des commissions avaient été dépêchées auparavant sur le site de cette usine qui, a-t-il reconnu, «porte atteinte à l'environnement et à la santé des riverains».

Akli T.